

Libérer l'initiative militante de la délégation de pouvoir

Je partage ce qu'écrit en substance Florian Gulli, il ne s'agit pas de surinvestir la question de notre structuration et de notre organisation, ce n'est pas la cause de notre affaiblissement. En revanche, au regard de la situation, des transformations du monde du travail et des catégories populaires, il s'agit de révolutionner nos pratiques militantes notamment concernant la place de l'adhérent et de nos structures de proximité.

Qui n'a pas entendu dans un congrès ces expressions : « il faut mettre l'adhérent au centre, au cœur de l'organisation », « Nous devons recréer des structures de proximité ». ET bien arrêtons de nous payer de mots, faisons le avec un objectif politique majeur, en finir avec ce qui mine la société et les organisations politiques quelles qu'elles soient et dont la notre : la délégation de pouvoir.

Il s'agit pour cela de permettre à chaque adhérent-e de maîtriser des outils d'analyse de la société, de maîtriser et d'être acteur des processus d'élaboration de notre stratégie politique, et de sa mise en œuvre, de militer dans son environnement, au travail et hors travail, et dans son cercle familial. Je fais donc 5 propositions.

Premièrement, cela implique d'être inventifs et offensifs sur les questions de la formation, de l'information et du partage des savoirs avec l'ensemble des adhérents. Les moyens actuels de communication, d'échange, permettent une élévation continue et permanente du niveau de formation de chacun. Faisons vivre ces outils dans l'organisation.

Deuxièmement, nous devons repenser notre manière de militer et nos outils pour cela en visant l'ambition que chaque adhérent puisse s'engager et se mettre en mouvement en premier lieu dans les 3 sphères de sa vie personnelle avec les outils et moyens adéquats. Chaque adhérent étant en effet au centre d'un cercle d'individus avec lesquels il interagit, sa famille, son entourage/voisinage, ses collègues.

Nous sommes aux balbutiements d'outils numériques et matériels permettant à chacun d'agir et de s'engager dans le combat politique. Nous devons réfléchir à des outils qui permettent à chacun d'agir sur son entourage, ses collègues, dans sa rue ou son immeuble. C'est beaucoup plus efficace qu'une distribution à l'aveugle ou qu'un « boitage ». De manière générale nous devons être en mesure de juger de l'efficacité de nos gestes.

La communication ne peut s'envisager en séparant les questions : d'un côté le matériel, le tract et l'affiche pour aller vite, de l'autre les réseaux sociaux et le mailing : c'est un tout, et pour l'adhérent une seule et même chose.

Troisièmement, nous devons permettre à chaque adhérent de disposer de moyens d'identifier lui même le cercle dans lequel il décide d'agir, et d'analyser les effets de son action militante et de notre stratégie. Le carnet du militant, doit être un outil du quotidien et pas seulement pour une campagne électorale, il peut d'ailleurs être numérique et une partie des informations qu'il contient partagées.

Quatrièmement, libérons la structure de proximité, et ouvrons là à celles et ceux qui veulent construire avec nous des alternatives. Appelons là cellule, comité d'action, comité de quartier, groupe local, comme on veut dans un premier temps, mais créons ces structures ouvertes sans attendre.

L'adhérent se retrouverait ainsi au centre d'une structure de proximité et à taille humaine, au sein d'un quartier, d'une petite commune. Des hommes et ces femmes qui se voient régulièrement, discutent échantent, décident de s'organiser librement pour agir sur des questions qui les

concernent.

Ce premier niveau d'organisation aurait deux caractéristiques, il doit être local, et organisé librement, pour se tourner résolument vers l'action et l'initiative de proximité. Il y a tant à faire en terme de questions du quotidien, de solidarités concrètes, de batailles locales.

Cinquièmement, ce groupe local doit être ouvert en direction de celles et ceux qui veulent s'engager ponctuellement ou dans la durée, sans préalable autre que la volonté d'agir avec nous.

Il aurait donc en son sein des adhérents, ayant fait le choix de se structurer, de s'organiser au sein du Parti, dans la section qui reste le lieu de la souveraineté exercée des adhérents, la cotisation et le choix d'adhérer donnant droit à la participation aux processus de décision du Parti et à sa vie démocratique. Et puis il y aurait dans ces groupes locaux des hommes et des femmes qui choisissent de ne pas s'organiser plus qu'au sein de ce groupe local.

Ces 5 propositions existent en germe, de manière imparfaite et inégale dans notre Parti. Il s'agit sans attendre de pousser la réflexion et l'expérimentation autour de ces 5 idées pour dépasser le verrou puissant à la prise d'initiative que représente la délégation de pouvoir qui existe dans la société, au travail, dans nos institutions et donc inévitablement dans les partis politiques.